

JOURNÉE D'ÉTUDE SUR LES INFECTIONS NOSOCOMIALES A CONSTANTINE

"Il nous manque un protocole validé pour limiter les incidences"

Sous le thème "Réactualisation des procédures, évaluation des pratiques... pour une meilleure maîtrise de l'infection liée aux soins", Nosoclean, le représentant du leader européen des produits et matériels de l'hygiène hospitalière, les laboratoires Anios en l'occurrence, a organisé, il y a quelques jours, à Constantine, une journée d'étude entrant dans le cadre de la lutte contre les infections nosocomiales. Le programme de cette journée a inclut plus d'une dizaine de conférences portant sur des questions variées ayant trait à l'hygiène hospitalière.

La première intervention, celle du Pr Soukehal du CHU Beni-Messous d'Alger, a axé sa communication, intitulée "Hygiène hospitalière : stratégie de lutte contre les infections nosocomiales et perspectives 2007", sur la nécessité de l'organisation de la prévention au sein des structures sanitaires afin de limiter la prévalence des infections liées aux soins.

Le Pr Soukehal, qui a précisé que cette lutte contre les infections nosocomiales repose sur deux aspects, à savoir la maîtrise du taux de prévalence et le taux d'incidence de ces infections, a tiré la sonnette d'alarme au vu du nombre de cas de maladies liées aux soins qui surviennent parmi la population

algérienne (14% : toutes infections confondues, nouvelles et anciennes). Il est deux fois plus qu'en Europe, selon le rapport de l'enquête effectuée dans 48 structures hospitalières par le Comité national de la lutte contre les infections nosocomiales, installé par le ministère de tutelle en novembre 2005. Ce taux de prévalence est de l'ordre de 30% dans les centres des soins d'hémodialyse. Pis, le chiffre est inquiétant dans les sites de chirurgie infantile et des maternités, des structures où "le risque toléré est de l'ordre de zéro". A titre d'exemple, il est, respectivement, de 10% et 11% dans les mêmes sites du CHU Beni-Messous, tandis qu'en France, il est de 1% et de 2% à 3%. C'est le secteur de la santé qui est, aux yeux du professeur, responsable. Car il est déraisonnable, avance-t-il, qu'un patient vienne pour se soigner d'une maladie et qu'il en attrape une autre ! "Nous sommes tenus par l'obligation de réduire ces infections au moins de moitié d'ici trois ans", a-t-il avoué.

Il a recommandé la mise en place de deux programmes pour pouvoir diminuer efficacement ces risques. Primo, la surveillance. Cette démarche, qui devrait durer au minimum trois mois, est destinée à la maîtrise des nouveaux cas dont certains nécessitent une prise en charge s'étalant sur des durées de 2 à 5 fois plus élevées comme les infections pulmonaires et celles des sites opératoires. Secondo, la prévention. Cette entreprise, selon les termes du conférencier, est tout un ensemble qui

concerne tout le monde et... tout le temps. A ce sujet, il a énuméré un nombre de pratiques requises et de précautions standard à prendre par les praticiens de la santé. La friction des mains qui s'effectue avec des produits hydro-alcooliques et nécessite la création de postes de lavage normalisés, le port de gants dont chaque type (latex, néoprène ou nitrile) doit être utilisé pour la fonction adéquate et que chaque paire de gants soit exploitée pour un seul geste, un seul patient ; autrement dit, l'individualisation des soins, la bonne gestion du matériel des surfaces souillées, la maîtrise de la désinfection de tout le matériel chirurgical, le respect des normes pour la toilette et les soins cutanés, le nettoyage des locaux par des produits normés et du matériel adapté dont la technique innovante dans la désinfection des sites opératoires basée sur la vapeur. "Le sanivap, un outil qui génère une forte pression de vapeur portant des produits désinfectants et disponibles en plusieurs modèles, pour cuisines, toilettes... est le meilleur moyen car nous ne pouvons continuer de nettoyer des blocs opératoires susceptibles d'abriter des greffes rénales avec des serpillières et des détergents de ménage comme l'eau de Javel et de désinfecter les toilettes des hôpitaux avec du grésil", a-t-il précisé. S'est étalé, par ailleurs, sur la sécurisation totale des filières d'élimination des déchets en inventoriant les dérivés dans les catégories suivantes : la filière jaune ou les

déchets des activités de soins à risque infectieux exigeant une évacuation dans des sachets répondant à la norme NF_30501-500/650 ; la filière rouge ou les déchets à risque chimique et toxique liés essentiellement aux médicaments et exigeant la multiplication d'incinérateurs performants ; la filière verte ou les déchets anatomiques comme c'est le cas des fœtus découverts récemment à El Achir exigeant une inhumation stricte ; la filière noire ou les déchets assimilés aux ordures ménagères exigeant une collecte minutieuse dans des sacs-poubelles qui répondent aux normes retenues pour les transporter dans des centres d'enfouissement. Aussi, les déchets à risque radioactif provenant des centres anticancéreux et qui sont du rayon d'action du Haut-Commissariat de l'énergie atomique.

"En Algérie, le problème est le manque d'un protocole validé et de surcroît le manque des moyens appropriés : un matériel adapté, des produits normés et une technique éprouvée. Cela est dû à l'absence d'un poste budgétaire à cet effet dans les finances du secteur de la santé. Bref, le manque d'argent", a-t-il conclu. Et d'annoncer qu'une modification a été décidée par le ministère en vertu du budget de l'année 2007 intégrant pour la première fois une part destinée à la lutte contre les infections nosocomiales.

Liyas Hallas

GUELMA

AUDIENCES TOUS AZIMUTS DES CITOYENS

Des résultats décevants

La prise en charge des préoccupations citoyennes est une priorité des pouvoirs publics dont le leitmotiv, rappelé à maintes reprises lors des conférences nationales des cadres de la nation par le premier magistrat du pays, n'est pas perçu de manière concrète par certains responsables.

Depuis son installation à la tête de la wilaya de Guelma, le chef de l'exécutif s'est illustré par ses réceptions portes ouvertes deux fois par semaine, à savoir les dimanches et jeudis matin. Cette démarche inédite mit du baume au cœur de la population ravie de trouver enfin un interlocuteur attentif à ses problèmes sociaux.

Dans ce contexte, des milliers de personnes, qui ont eu l'audace d'être reçues par le wali, ont eu la latitude d'exposer leurs légitimes doléances, à savoir l'arbitraire délibéré de certaines institutions et collectivités locales, le chômage endémique des diplômés universitaires, les dépassements et conflits relevant de ses compétences et autres.

Ces audiences sont expéditives car, selon les concernés, la tenue d'un registre pour un suivi serait inexistante puisque les réceptions sont superficielles. Les citoyens qui espéraient une solution rapide à leurs problèmes sont complètement déçus et découragés sachant

que ces derniers restent posés à leur grand dam malgré les promesses émises par le premier magistrat de la wilaya qui semble privilégier le tape-à-l'œil au détriment de l'efficacité.

D'aucuns se sont rapprochés du bureau du *Soir d'Algérie* pour épancher leur colère et leur mal-vie et décrier ces audiences infructueuses et désormais honnies. Leur souci majeur serait d'être écouté attentivement aux fins d'une prise en charge effective, car malgré le privilège d'être reçu par le wali, rien ne change quant au calvaire enduré.

Lina Razane

Les travailleurs de l'ETRG en grève illimitée

L'ex-entreprise des travaux routiers de la wilaya de Guelma, qui avait enregistré ces dernières années une grave crise financière, est devenue l'année dernière une société à responsabilité limitée (sarl) suite à son rachat par un homme d'affaires.

L'espoir était permis au sein du collectif qui a déchanté, puisque la situation s'est détériorée. De guerre lasse, et devant la passivité du gestionnaire qui refuse le dialogue, les 150 travailleurs ont décidé, mardi matin, le déclenchement d'une grève illimitée au sein de l'entreprise.

Dans une pétition remise au bureau du *Soir*

d'Algérie, le secrétaire de la section syndicale affiliée à l'UGTA, Chabane Khemissi, justifie cette action par trois revendications, à savoir le paiement de trois mois de salaire, le règlement du mois de congé annuel 2006 et l'amélioration des conditions de travail.

Nous avons tenté de nous rapprocher du directeur mais ce dernier était absent. Les grévistes qui ont d'abord opté pour une action pacifique sont déterminés à observer une grève de la faim pour arracher leurs droits légitimes.

L. R.

TEBESSA

Alerte aux MTH à Morsott

Les habitants du quartier Ezzouhour de la commune de Morsott manifestent énergiquement leur mécontentement et leur désarroi à l'encontre de leurs élus locaux qui n'ont daigné accorder aucun intérêt à leurs nombreuses doléances sur la nécessité urgente et absolue de rénover l'espace sanitaire de leur quartier où les problèmes d'enchevêtrement de canalisations d'eau potable et de conduites des eaux usées donnent sur un grand oued transitant par leur cité et qui constitue un foyer de contamination et de transmission de maladies hydriques représentant un danger permanent pour la santé publique. Les canalisations d'eau potable se superposent aux conduites des eaux usées sous des tas d'ordures cumulées depuis des années, les routes non bitumées se transforment en marécages et boue durant les intempéries, l'inexistence d'éclairage public sont autant d'aléas qui ternissent le cadre de vie du citoyen. La sonnette d'alarme est tirée afin d'éviter une catastrophe sanitaire qui se dessine à l'horizon.

Saâdallah Djamel

SKIKDA

DIRECTION DE L'EDUCATION

Le service de l'animation culturelle et sportive s'implique dans les activités officielles

Le service de l'animation culturelle et sportive relevant de la Direction de l'éducation demeure un élément incontournable dans les activités officielles. Les deux dernières en date, les Journées nationales du chahid et de la ville, coïncidant avec les 18 et 20 février, en ont été l'illustration.

La première citée, célébrée dans la région de Kerkera, au lycée Salah-Ben M'henna, a inscrit à son ordre du jour, entre autres, un concours sportif dans différentes disciplines (handball, basket-ball et football) et une communication historique. Une réception en l'honneur des lauréats avec remise de prix et cadeaux a sanctionné cette démarche. La conférence animée par des anciens moudjahidine de la région précitée, et relatant des étapes de la Révolution algérienne et des

démarches couronnées par l'hommage rendu aux martyrs en baptisant une journée en leur honneur, a permis aux élèves de prendre connaissance de quelque données historiques. A l'occasion de la Journée nationale de la ville, la contribution du service cité a été effective au niveau du lycée Seddik-Ben Yahia, dénommé le Nouveau lycée, qui a été choisi comme établissement-pilote pour le lancement d'un programme relatif à la ville. Pour la circonstance, un cours a été donné par les enseignants, s'articulant autour de la définition du concept de la ville et les avantages communs de la prise en charge et l'amélioration constante du cadre de vie des citoyens. Une initiative à laquelle ont pris part également les autorités compétentes.

Zaïd Zoheïr

Rectificatif

Une malencontreuse erreur s'est glissée dans l'article paru dans notre édition du mardi 27 février, ayant pour titre "Un élément des services de la police judiciaire condamné à mort", il fallait lire "...une affaire des 60 enrôlées...". Au lieu de "une affaire de 60 personnes". Mille excuses à nos chers lecteurs.

Z. Z.

ANNABA
Production de plus de 24 000 bouteilles de gaz par jour d'ici fin juin 2007

La Direction des mines et de l'industrie prévoit, d'ici fin juin 2007, une production de plus de 24 000 bouteilles de gaz butane par jour. C'est ce qu'a révélé, lors du forum hebdomadaire de Radio FM de Annaba, Ali Benyakhlef, qui a indiqué à ce propos que la demande va être totalement couverte, notamment dans les zones rurales qui enregistrent encore des insuffisances en matière d'approvisionnement de cette énergie surtout en période hivernale. Cette montée en production sera accompagnée d'une amélioration des capacités de stockage qui étaient, il y a quelques années, de l'ordre de 6 000 mètres cubes de gaz.

Par ailleurs, le même responsable a annoncé que plus de 1 200 foyers seront raccordés, cette année, au réseau du gaz de ville dans les localités de Oued Zied, Chabbia, Satha et Bidari.

Nabil Kebaili